



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Direction régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement
du Centre

Blois, le 8 novembre 2006

Groupe de Subdivisions du Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 BLOIS
Téléphone : 02 54 74 98 80
Télécopie : 02 54 74 08 09
Internet : www.centre.drire.gouv.fr

Société concernée :

ACIAL
14 route du Blanc
BP87
41110 SAINT-AIGNAN-SUR-CHER

Site concerné :

« ACIAL 2 »
ZI du Vau de Chaume
Parcelles cadastrées : 421, 422 et 423
section AL
41110 SAINT-AIGNAN-SUR-CHER

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES **A MONSIEUR LE PREFET DE LOIR-ET-CHER**

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU SITE

La société ACIAL est une SAS au capital de 1,2 M€ spécialisées dans la fabrication de mobilier spécialisé. Cette société a connu de graves difficultés financières et fait l'objet d'un plan de continuation depuis le 10 mars 2000 (reprise de la société par le groupe GPRI après dépôt de bilan en 1999). Le chiffre d'affaires est de l'ordre de 25 M€ en 2005 et le résultat d'exploitation représente 2,75% de celui-ci.

La société compte 2 sites sur Saint Aignan (« ACIAL 1 » situé route du Blanc et « ACIAL 2 » situé ZI Vau de chaume) chacun constituant un centre de profit. Le site ACIAL 1 est spécialisé dans la transformation de tôles de faibles épaisseurs pour des mobiliers (armoires de bureau, de vestiaire) produits en grandes séries (350 armoires par jour) et le site ACIAL2 dans la transformation de tôles de fortes épaisseurs pour des mobiliers (armoires fortes, mobiliers métalliques d'atelier, meubles de tri de courrier) produits en petites et moyennes séries (30 armoires par jour).

Il est implanté sur un terrain de 14400 m² pour 8980 m² de surfaces bâties. 52 personnes sont employées sur le site, l'effectif total de la société étant de 167 personnes.



Ministère de l'Écologie
et du Développement Durable

II. EVOLUTION DES ACTIVITES ET CLASSEMENT

Le site ACIAL2 a été créé en 1982. Les activités classées du site sont réglementées par arrêté préfectoral du 14 novembre 1983.

Le classement des activités s'établissait alors ainsi qu'il suit :

Activités	Eléments caractéristiques	Rubrique	Régime
Dégraissage phosphatation des métaux	Volume de cuve de 10 000 l	288.2°.a	A
Application par pulvérisation de peintures à base de liquides inflammables de la 1 ^{ère} catégorie	Quantité maximale utilisée de l'ordre de 100 l/j	405.B.1°.a	A
Cuisson des peintures à base de liquides inflammables de la 1 ^{ère} catégorie	Température de cuisson de 150° c	406.1°.b	A
Stockage de propane liquéfié en réservoir	Réservoir de 35 t	211.B.1°	D

Le site s'est agrandi en surface en 1990 (extension du bâtiment). Le stockage de propane a été supprimé comme l'utilisation de peintures solvantées (mise en place d'un tunnel de poudrage). L'activité de travail mécanique des métaux figurait dans le dossier de demande d'autorisation qui avait conduit à l'arrêté précité (1 cisaille, quelques presses) mais l'activité ne relevait pas du régime de la déclaration ni du régime de l'autorisation (critère de classement en fonction du nombre d'ouvriers et de l'éloignement des tiers). Le parc machine a notablement évolué (presses, poinçonneuses, lignes de poinçonnage et de pliage). Toutefois, le dossier initial mentionnait une quantité de tôles utilisées de 150 t/mois pour 1600 t/an actuellement. Les évolutions d'activité constatées ont conduit à demander à l'exploitant la production d'une mise à jour de son dossier de demande d'autorisation initiale dont la dernière version a été déposée le 3 mars 2004 en préfecture.

Le classement des activités s'établit donc maintenant ainsi qu'il suit :

Activités	Eléments caractéristiques	Rubrique	Régime
Dégraissage phosphatation des métaux	Volume de cuve de 7 000 l	2565.2.a	A
Application par pulvérisation et cuisson de peintures poudre à base de résines organiques	Quantité maximale utilisée de 100 kg/j	2940.3.b	DC
Travail mécanique des métaux	Puissance installée de 90,5 kW	2560.2	D

A = autorisation, DC = déclaration à contrôle périodique, D = déclaration

En terme de classement, ces évolutions ne justifient pas une nouvelle procédure d'autorisation avec enquête publique mais une actualisation des prescriptions afin que les activités qui relèvent maintenant de la déclaration soient réglementées.

III. EVOLUTION DES ACTIVITES ET IMPACTS

III.1 IMPACTS SUR L'EAU

Les évolutions d'activité entraînent une diminution des impacts sur l'eau du fait de la suppression des 2 cabines d'application de peintures à rideau d'eau décrites dans le dossier de demande d'autorisation initial. En terme de consommation, le dossier initial prévoyait une consommation pour la production de 430 m³/mois alors que la consommation actuelle annuelle est de l'ordre de 1900 m³/an.

Les eaux rejetées au réseau des eaux usées sont les eaux de rinçage des pièces après la phase d'aspersion avec un produit dégraissant-phosphatant. L'arrêté du 14 novembre 1983 autorisait un débit spécifique de 8 l/m²/fon de rinçage soit un débit de 1,6 m³/h, débit respecté par l'exploitant. Toutefois, la convention de rejet signé le 4 avril 2003 avec le SIAEP et d'Assainissement de Saint Aignan Seigy fixe un débit horaire maximal de 0,5 m³/h et un débit maximal journalier de 8 m³/j dans le cas d'un fonctionnement sur 16h. Le respect de ce débit suppose au moins la modification de l'installation existante afin d'adopter un système de rinçage cascade.

Par courrier du 24 octobre 2006, l'exploitant a indiqué qu'il allait remplacer l'installation actuelle et adopter une installation permettant de supprimer tout rejet (coût 155 000 € HT). Cette solution permettra en outre de supprimer les dépassements réguliers de la valeur limite de rejet en phosphate fixée par la convention de rejet à 10 mg/l. Elle permettra de respecter un débit spécifique de 5 l/m³/fon de rinçage, voire inférieur. La consommation annuelle sera réduite seulement de 400 m³ du fait d'un taux d'utilisation accru du tunnel.

L'inspection des installations classées propose de prendre en compte, par le biais de prescriptions complémentaires la suppression avant 1^{er} septembre 2007 du rejet d'eaux de procédé et la diminution consécutive des consommations d'eau, et de maintenir la production d'une autosurveillance sur les rejets jusqu'à cette date.

III.2 IMPACTS SUR L'AIR

L'utilisation de peintures poudre en lieu et place des peintures solvantées constitue une réduction notable des impacts environnementaux en terme d'émissions de COV. L'air extrait du tunnel de poudrage est filtré sur cartouche puis sur cyclone (récupération et recyclage des poudres). L'air extrait dépoussiéré est rejeté dans l'atelier. Les mesures en acidité, poussières et COV réalisées par l'exploitant confirment la faiblesse et la conformité des rejets.

L'inspection des installations classées propose de reprendre, par le biais de prescriptions complémentaires, les valeurs limites d'émission et les contrôles périodiques prévus par la réglementation.

III.3 AUTRES IMPACTS

Les évolutions d'activité induisent une réduction des impacts en terme de déchets dangereux produits (suppression des boues de peinture liées aux cabines à rideau d'eau, recyclage des poudres...).

L'inspection des installations classées propose de reprendre par des prescriptions complémentaires les dispositions réglementaires applicables en matière de gestion et de suivi de la production de déchets.

En matière de bruit et de vibrations, l'implantation des installations dans un bâtiment fermé situé en zone industrielle à environ 40 m de la première habitation (aucune plainte enregistrée dans ce domaine concernant ce site). La puissance installée de travail mécanique des métaux un peu supérieure au seuil de la déclaration (fixé à 50 kW) est très notablement inférieure au seuil de l'autorisation (fixé à 500 kW). L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 6h à 22h00. L'étude acoustique réalisée n'a pas mis en évidence de dépassement des seuils réglementaires en matière d'émergence.

L'inspection des installations classées propose de reprendre par des prescriptions complémentaires les dispositions réglementaires applicables en matière de respect des émergences réglementées et de contrôle périodique des émergences.

En terme d'impacts, ces évolutions ne justifient pas une nouvelle procédure d'autorisation avec enquête publique mais une actualisation des prescriptions pour prendre en compte les termes de la convention de rejet et disposer de contrôles permettant de s'assurer dans le temps de la maîtrise des impacts.

IV. EVOLUTION DES ACTIVITES ET DANGERS

IV.1 RISQUE EXPLOSION

Les poudres peuvent créer, dans certaines conditions, une atmosphère explosive. Ce risque qui n'affecterait pas par ses effets, l'extérieur de l'établissement est maîtrisé grâce aux sécurités suivantes :

- détection automatique (IR et UV) et extinction automatique au CO₂ sur les cyclones ;
- arrêt de l'alimentation en peinture sur arrêt ventilation, anomalie équipements (cyclones, convoyeur, pistolets) ;
- ventilation dimensionnée pour garantir l'absence d'atmosphère explosive.

Le gaz naturel utilisé pour la cuisson des poudres et le chauffage du bain de dégraissage – phosphatation peut aussi constituer une source d'atmosphère explosive. Ce scénario n'a pas été retenu dans l'étude des dangers du fait des équipements de sécurité constituant la panoplie gaz conforme à la norme EN 746-2 et de la situation des installations dans le bâtiment (pas de risque d'accumulation de gaz).

L'inspection des installations classées propose par le biais de prescriptions complémentaires d'entériner les dispositifs de sécurité visant à prévenir les risques d'explosion.

IV.2 RISQUE D'INCENDIE

Le potentiel calorifique est assez faible du fait de l'activité (stockage et transformation de métaux). Les palettes bois (300 m³) sont stockées à l'extérieur du bâtiment. Dans celui-ci, les seuls stocks significatifs de produits combustibles sont des emballages (95 m³ de polystyrène et 75 m³ de carton) et le stock de peintures poudre (10 t). Les effets en cas d'incendie du stockage d'emballages dans le bâtiment et du stockage extérieur de palettes situé en limite de site dans la cour à l'arrière du bâtiment (effet thermique et effet toxique lié aux fumées de combustion) ont été modélisés dans l'étude des dangers mise à jour : aucun effet toxique irréversible n'est à craindre à l'extérieur du site et seul le stockage des palettes conduit à une zone d'effet thermique de 15 m sortant du site. Cette zone n'a aucune affectation à ce jour.

Par courrier du 24 octobre 2006, l'exploitant a indiqué que depuis la dernière visite de l'inspection des installations classées, il avait supprimé le stockage de polystyrène réduisant ainsi le potentiel de danger du site.

L'inspection propose d'imposer par le biais de prescriptions complémentaires que le stockage de palettes soit maintenu à plus de 15 m de tout bâtiment (ce qui est le cas aujourd'hui), sauf dispositions compensatoires dont l'efficacité sera dûment justifiée par une nouvelle modélisation des effets thermiques en cas d'incendie, et d'entériner la suppression du stockage de polystyrène

Les contrôles des installations électriques font l'objet d'un contrôle annuel (notamment par thermographie infrarouge), les extincteurs sont vérifiés également annuellement. L'installation de poudrage est équipée d'une détection incendie qui provoque l'inertage au CO₂.

Le bâtiment ne comporte aucun recoupement. En particulier, l'atelier de poudrage n'est pas isolé du reste des installations de production et de stockage. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours ont réalisé une visite conjointe des installations le 1^{er} mars 2006, qui a conduit aux recommandations suivantes :

- Désenfumage : compléter les écrans de cantonnement dans l'atelier, regrouper les commandes de désenfumage dans une zone facilement accessible et située à proximité d'un accès à partir de l'extérieur (ne pas avoir recours à des commandes à tringleries et poulies), modification si nécessaire des trappes de désenfumage pour permettre une ouverture à 110°;
- Détection : mettre en place d'une détection automatique d'incendie couvrant l'ensemble du bâtiment ;
- Ressources en eau : compléter les ressources en eau existantes (poteaux assurant 180 m³/h) par une réserve incendie de 360 m³ ;
- Rétention des eaux d'extinction : constituer une rétention des eaux incendie de 720 m³ environ (les quais de déchargement après imperméabilisation pouvant contribuer à répondre à cet objectif).

L'attention de la société ACIAL a aussi été appelée sur le fait que le site n'étant pas clos, le risque d'incendie malveillant s'en trouvait augmenté.

En réponse et après chiffrage des travaux concernés, la société ACIAL a proposé l'échéancier de réalisation suivant :

① 2006 : Clôture de l'arrière de la cour de l'usine

② 2008 : Ecrans de cantonnement dans l'atelier et regroupement des commandes de désenfumage (coût 135 000 € HT)

③ 2009 : Imperméabilisation des quais de déchargement

④ 2010 : Détection incendie dans l'ensemble de l'atelier (coût 47 000 € HT)

Aucun engagement de délai n'a été pris pour le complément à la réserve incendie, la société ACIAL indiquant que ce dossier faisait l'objet d'une négociation en cours avec la communauté de communes de St Aignan dans le cadre de l'aménagement de la zone industrielle et de son extension et des moyens à mettre en place pour l'équiper (réseau d'incendie notamment).

L'inspection des installations classées considère qu'il convient d'encadrer par des prescriptions complémentaires l'échéancier de réalisation des travaux d'amélioration de la sécurité incendie. Considérant l'investissement important que constitue le passage en « 0 rejet », la suppression du stockage de polystyrène, nous proposons d'entériner dans le projet d'arrêté les délais proposés par l'exploitant. S'agissant de la réserve en eau, le délai fixé est cohérent avec celui proposé pour la création de la rétention des eaux d'extinction (1^{er} septembre 2009).

IV.3 RISQUE DE POLLUTION ACCIDENTELLE

Le principal risque de pollution accidentelle des sols et des eaux souterraines est lié aux eaux d'extinction en cas d'incendie d'autant que les zones extérieures du site ne sont pas imperméabilisées. En effet, aucun stockage de produits dangereux et aucune zone de déchargement de produits dangereux n'est située à l'extérieur du bâtiment. A noter que même dans le bâtiment, la quantité de produits dangereux et la dangerosité de ces produits concernés sont faibles.

Un forage d'eau potable (forage de Vau de Chaume) qui capte la nappe des sables de Vierzon du Cénomaniens et celle de la craie du Turonien, est situé à proximité de la zone industrielle. Sa fermeture est prévue du fait de la dégradation de la qualité des eaux et de sa situation. Le site est hors des périmètres de protection des 3 autres forages AEP de St Aignan.

La constitution d'une rétention des eaux incendie en 2009 permettra de prévenir tout risque dans le domaine.

La pollution accidentelle des eaux superficielles via les réseaux d'assainissement publics pourrait être due aux eaux d'extinction en cas d'incendie ou à une fuite de la cuve de dégraissant phosphatant, un caniveau étant associé à cette dernière et relié au réseau des eaux usées. La société ACIAL a prévu de supprimer cette liaison afin que le caniveau constitue une rétention de 4 m³. La société ACIAL a également prévu de mettre en place une cuve aérienne de 10 m³ double peau permettant soit le stockage du bain de dégraissant phosphatant en attente d'élimination soit la récupération des eaux résultant d'une fuite récupérée dans la rétention et renvoyée vers la cuve par une pompe de relevage. La cuve disposerait d'une alarme de niveau haut.

L'inspection des installations classées considère que le stockage aérien en cuve double peau n'est pas conforme (pas de rétention au niveau de la cuve) et ne permet pas de supprimer tout risque de pollution accidentelle (par débordement, choc d'un véhicule avec la cuve...). Cette cuve devra donc disposer de sa propre rétention (volume de 10 m³). En outre, elle nécessite de créer une zone de dépotage extérieure qui doit impérativement être imperméabilisée et pouvoir être placée en rétention (par fermeture d'une vanne par exemple).

Par ailleurs, des vannes d'isolement doivent être mises en place sur les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Enfin, la pollution du réseau d'eau potable sera prévenue par la mise en place d'un disconnecteur.

L'inspection des installations classées propose d'imposer par le biais de prescriptions complémentaires que ces mesures de sécurisation soient réalisées selon l'échéancier suivant :

- dès notification de l'arrêté pour les dispositions de mise en conformité (capacité de rétention de la cuve du bain dégraissant phosphatant) ;
- avant le 1^{er} septembre 2007 pour les autres dispositions (hors imperméabilisation de la zone des quais de déchargement).

En terme de dangers, les évolutions d'activité ont induit une diminution du potentiel de danger du fait de l'adoption de peintures poudre en lieu et place des peintures solvantées et de la suppression du stockage de polystyrène. Elles ne justifient donc pas une nouvelle procédure d'autorisation avec enquête publique mais une actualisation des prescriptions pour prendre en compte les mesures de sécurité existantes et celles complémentaires pour maîtriser les risques d'incendie et de pollution accidentelle.

V. CONCLUSION

Considérant ce qui précède, l'inspection des installations propose à M. le Préfet de Loir-et-Cher de prendre acte des évolutions qui sont intervenues sur le site d'« ACIAL 2 » et de notifier le projet d'arrêté ci-joint qui a actualisé les prescriptions applicables au site et le classement des installations.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié, le projet d'arrêté doit être soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) auquel il est proposé de remettre un avis favorable.

P/le Directeur et par délégation,
Le Chef du groupe de subdivisions
Inspecteur des installations classées

Copie : DEISS